

Départ du vice-président burundais pour un Sommet Est-africain en Ouganda

PANA, 21 février 2018 Bujumbura, Burundi - Le premier vice-président, en charge des questions politiques et sécuritaires, Gaston Sindimwo, a quitté Bujumbura mercredi (photo), à destination de Kampala, la capitale de l'Ouganda où il représentera le président burundais, Pierre Nkurunziza, au 19^{ème} Sommet ordinaire des chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est/East african community (CAE/EAC) de libre échange, le 23 février, a rapporté la radio publique.

Le chef de l'Etat burundais n'a pas pris part à de telles rencontres au sommet de la sous-région et ailleurs de la tentative manquée de putsch militaire qui l'avait surpris en mission de travail en Tanzanie voisine, au mois de mai 2015. L'agenda officiel du sommet prévoit des échanges sur des questions sécuritaires, politiques et de développement intéressant la vie de cette communauté, composée du Burundi, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Rwanda, du Soudan du Sud et du Kenya. La demande d'adhésion de la Somalie, un pays de la Corne de l'Afrique, sera également analysée selon des sources proches du sommet de Kampala. Le sommet arrive au moment où les relations entre le Burundi et le Rwanda restent tendues, les deux plus proches voisins de la communauté s'accusant de déstabilisation mutuelle. Le vice-président burundais profitera du sommet pour présenter l'évolution de la situation politique et sécuritaire dans son pays, selon toujours la radio publique. Au Burundi, la situation peine à se normaliser depuis les élections controversées et marquées de violences de 2015. Il est encore prévu que l'ancien président de la Tanzanie, Benjamin William Mwaambwa, présente un rapport de sa médiation dans la crise burundaise, sous l'égide de la Communauté d'Afrique de l'Est. Pendant la semaine du sommet, le facilitateur a rencontré une délégation des leaders politiques burundais de l'opposition intérieure et extérieure à Dar-es-Salaam, la capitale tanzanienne, sans que l'on sache, pour le moment, ce qui en sera résulté. Le Conseil national pour la défense de l'accord de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la réconciliation et le droit (Cnared, principale plate-forme de l'opposition intérieure et en exil) avait boycotté le quatrième et le dernier round des pourparlers inter-burundais de paix, en décembre dernier, à Arusha. La coalition, non reconnue par le pouvoir burundais, avait boycotté le quatrième round pour n'avoir pas été invitée en tant qu'entité unique. Les efforts de la région et du reste de la communauté internationale visent à obtenir un dialogue inclusif des principales parties prenantes à la crise burundaise en vue d'une solution pacifique et négociée à leur différend politique. Le pouvoir burundais persiste dans son refus du dialogue direct avec la coalition «illégale» du Cnared, l'accusant d'avoir fomenté le «mouvement insurrectionnel» contre le troisième mandat présidentiel de 2015 et la tentative de putsch militaire qui a suivi. L'heure est actuellement aux préparatifs des prochaines élections de 2020 qui ont franchi, cette semaine, l'étape du recensement des candidats électeurs potentiels, estimés à un peu plus de 5 millions, soit un taux de participation aux inscriptions de plus de 112% par rapport aux prévisions. Un référendum est également prévu sur des formes constitutionnelles proposées par le pouvoir burundais au mois de mai prochain, sur fond de contestations de l'opposition qui ne trouve pas le moment opportun avant la résolution du conflit contentieux électoral. Les Nations Unies ont également mis ces derniers temps des réserves sur le projet de formes constitutionnelles dans un contexte encore marqué par un mauvais climat politique au Burundi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});